

**Art. 2.** Voor de periode die begint op 1 mei 2020 en eindigt op 31 december 2020 worden in artikel R.I.6-5, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, de volgende woorden geschrapt:

„, met een minimum van 50 euro en een maximum van 150 euro per dag, ”.

**Art. 3.** Voor de periode die begint op 1 mei 2020 en eindigt op 31 december 2020 worden in artikel 23 van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie over de beroepen de volgende woorden geschrapt:

„, met een minimum van 70 euro en een maximum van 210 euro per dag, ” en „, met een minimum van 50 euro en een maximum van 150 euro per dag, ”.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de ondertekening ervan.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41188]

#### 30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 29 modifiant l'article 80 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020

Le Gouvernement wallon,

Vu les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, tel que modifié par les décrets du 23 décembre 2013 et du 17 décembre 2015;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020, l'article 80;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation de la structure et de la justification du budget des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes en Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2020

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 12 mars 2020;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne ; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, les rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique;

Considérant les concertations entre les gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité;

Considérant, suite à ces concertations, que les interdictions telles décidées mettent gravement en péril toutes une série d'activités de nature économique et associative et génèrent une série de dépenses imprévues visant à endiguer la propagation du virus;

Considérant que le conseil national de sécurité du 15 avril 2020 a décidé la prolongation de la période de confinement du 19 avril jusqu'au 3 mai;

Considérant que, suite à cette décision, de nouvelles aides à différents secteurs sont nécessaires;

Considérant que le budget des dépenses pour l'année 2020 ne permet pas de mobiliser les crédits suffisants, afin de permettre à la Région wallonne de venir en aide financièrement aux acteurs dont la viabilité serait mise en danger suite aux mesures de confinement, aux acteurs devant faire face à des dépenses supplémentaires mettant en danger leur viabilité et d'apporter toutes formes d'aide et d'assistance aux familles, aux enfants et aux publics de la Région wallonne;

Considérant que le Gouvernement a décidé la suspension des délais fixés dans la circulaire n° 2020/01 relative à l'ajustement budgétaire et a reporté de facto les travaux y relatifs;

Considérant que l'estimation des crédits nécessaire aboutit à un montant de 365.074 milliers d'euros;

Considérant qu'il est nécessaire d'ouvrir rapidement les crédits nécessaires à cet effet dès que possible, et en tous cas avant l'ajustement;

Considérant la constitution d'un fonds extraordinaire de solidarité autorisé sur la base des articles 33 et 34 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020, tels que modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 1 du 18 mars 2020 modifiant les articles 33 et 34 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;

Considérant enfin que l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 17 mars 2020 prévoit que :

« Les arrêtés visés aux articles 1<sup>er</sup> et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou règlementairement requis soient préalablement recueillis.

Le premier alinéa s'applique aux avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cas spécialement motivés par le Gouvernement »;

Considérant dès lors, compte tenu de l'urgence extrême à garantir sans délai le soutien aux acteurs dont la viabilité est menacée suite aux mesures de confinement et d'acquérir du matériel permettant d'endiguer la propagation du virus, il convient que le présent arrêté soit adopté sur le champ ; que ceci, en soi, justifie que ne soit pas consultée la section de législation du Conseil d'État;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 80 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 les mots « 5.000.000 euros » sont remplacés par les mots « 365.074.000 euros ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 3.** Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/41188]

### 30. APRIL 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 29 zur Abänderung von Artikel 80 des Dekrets vom 19. Dezember 2009 zur Festlegung des allgemeinen Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der am 17 Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 2013 und 17. Dezember 2015;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020, Artikel 80;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der Struktur und der Rechtfertigung des Haushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen in der Wallonischen Region;

Aufgrund der am 30. April 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 30. April 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 12. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In der Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungs- und Mortalitätsgefahr;

In der Erwägung, dass das Coronavirus COVID-19 anscheinend von einem Individuum auf ein anderes durch die Luft übertragen wird; dass die Übertragung der Krankheit durch alle möglichen Arten der Emission durch Mund und Nase zu erfolgen scheint;

In der Erwägung, dass in Anbetracht des Vorhergehenden Versammlungen in geschlossenen und überdachten Räumen, aber auch unter freiem Himmel, eine besondere Gefahr für die öffentliche Gesundheit darstellen;

In Erwägung der Konzertierungen zwischen den Regierungen der zuständigen föderierten Gebietskörperschaften und Förderalbehörden innerhalb des Nationalen Sicherheitsrats;

In der Erwägung, dass als Ergebnis dieser Konsultationen die beschlossenen Verbote eine ganze Reihe von Aktivitäten wirtschaftlicher und assoziativer Art ernsthaft gefährden und eine Reihe unvorhergesehener Ausgaben verursachen, die darauf abzielen, die Ausbreitung des Virus einzudämmen;

In der Erwägung, dass der Nationale Sicherheitsrat am 15. April 2020 beschlossen hat, die Periode mit Ausgangsbeschränkungen vom 19. April bis zum 3. Mai zu verlängern;

In der Erwägung, dass nach dieser Entscheidung neue Beihilfen für verschiedene Sektoren erforderlich sind;

In der Erwägung, dass der Ausgabenhaushaltsplan für das Jahr 2020 es nicht ermöglicht, ausreichende Mittel zu mobilisieren, um die Wallonische Region in die Lage zu versetzen, den Akteuren, deren Lebensfähigkeit durch die Ausgangsbeschränkungen gefährdet wäre, sowie den Akteuren, die mit zusätzlichen, ihre Lebensfähigkeit gefährdenden Ausgaben konfrontiert sind, finanzielle Unterstützung zu gewähren und den Familien, Kindern und der Öffentlichkeit in der Wallonischen Region jede Form von Hilfe und Unterstützung zu gewähren;

In der Erwägung, dass die Regierung beschlossen hat, die in dem Rundschreiben Nr. 2020/01 über die Haushaltsanpassung festgelegten Fristen auszusetzen, und die betreffenden Arbeiten de facto verschoben hat;

In der Erwägung, dass die Schätzung der erforderlichen Haushaltsmittel einen Betrag von 365.074 Tausend Euro ergibt;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die hierfür erforderlichen Mittel so bald wie möglich, auf jeden Fall aber vor der Anpassung, zur Verfügung zu stellen;

In Erwägung der Einrichtung eines außerordentlichen Solidaritätsfonds, die auf der Grundlage der Artikel 33 und 34 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020, abgeändert durch den Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 1 des 18. März 2020 zur Abänderung der Artikel 33 und 34 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020, genehmigt ist;

In der Erwägung, dass in Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 17. März 2020 folgende Bestimmung steht:

„Die in den Artikeln 1 und 2 genannten Erlasse können verabschiedet werden, ohne dass die gesetzlich oder verordnungsrechtlich erforderlichen Stellungnahmen bzw. Gutachten eingeholt wurden.

Absatz 1 findet Anwendung auf die Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates in den von der Regierung besonders begründeten Fällen.“;

In Erwägung der äußersten Dringlichkeit, den Akteuren, deren Lebensfähigkeit anschließend an die Ausgangsbeschränkungen bedroht ist, unverzüglich Unterstützung zu garantieren und Material zur Eindämmung der Ausbreitung des Virus zu beschaffen, ist es erforderlich, dass der vorliegende Erlass unverzüglich angenommen wird; in der Erwägung, dass dies an sich schon rechtfertigt, dass die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates nicht zu Rate gezogen wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt,

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 80 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020 werden die Wörter "5.000.000 Euro" durch die Wörter "365.074.000 Euro" ersetzt.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

**Art. 3** - Der Minister für Haushalt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/41188]

**30 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 29 tot wijziging van artikel 80 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020**

De Waalse Regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden, zoals gewijzigd bij de decreten van 23 december 2013 en 17 december 2015;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020, artikel 80;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuurseenheden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de structuur en de verantwoording van de begroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2020;

Overwegende dat de WHO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 12 maart 2020;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 via de lucht van het ene individu naar het andere lijkt te worden verspreid; dat de verspreiding van de ziekte via alle mogelijke vormen van emissie via de mond en de neus lijkt te gebeuren;

Overwegende dat bijeenkomsten in besloten en overdekte ruimten maar ook in de open lucht, rekening houdend met het voorgaande, een bijzonder gevaar voor de volksgezondheid vormen;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelstaten en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad;

Overwegende dat de verbodsbepalingen als gevolg van deze overlegvergaderingen een hele reeks activiteiten van economische en associatieve aard ernstig in gevaar brengen en een reeks onvoorziene uitgaven om de verspreiding van het virus in te dijken, met zich meebrengen;

Overwegende dat de Nationale Veiligheidsraad van 15 april 2020 besloten heeft om de lockdownperiode te verlengen van 19 april tot 3 mei;

Overwegende dat nieuwe steunmaatregelen aan verschillende sectoren, als gevolg van deze beslissing, noodzakelijk zijn;

Overwegende dat de uitgavenbegroting voor het jaar 2020 het niet mogelijk maakt voldoende middelen te mobiliseren om het Waalse Gewest in staat te stellen financiële steun te verlenen aan actoren wier leefbaarheid in het gedrang zou komen als gevolg van de lockdownmaatregelen, aan actoren die te maken krijgen met extra uitgaven die hun leefbaarheid in het gedrang brengen en om alle vormen van steun en bijstand te verlenen aan de gezinnen, kinderen en publieken in het Waalse Gewest;

Overwegende dat de Regering besloten heeft de termijnen bepaald in de omzendbrief nr. 2020/01 betreffende de begrotingsaanpassing op te schorten en de desbetreffende werkzaamheden de facto uitgesteld heeft;

Overwegende dat de raming van de nodige kredieten 365.074 duizend euro bedraagt;

Overwegende dat het noodzakelijk is de daartoe benodigde kredieten zo spoedig mogelijk, en in ieder geval vóór de begrotingsaanpassing, ter beschikking te stellen;

Gelet op de oprichting van een buitengewoon solidariteitsfonds goedgekeurd overeenkomstig de artikelen 33 en 34 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 1 van 18 maart 2020 tot wijziging van de artikelen 33 en 34 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Overwegende tenslotte dat artikel 3, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 het volgende bepaalt :

“De besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2 kunnen aangenomen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden.

Het eerste lid is van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State in de bijzonder door de Regering gemotiveerde gevallen.”;

Overwegende dat dit besluit, gelet op de dringende noodzaak om onverwijld steun te verlenen aan de actoren wier leefbaarheid als gevolg van de lockdownmaatregelen wordt bedreigd en om materiaal te verkrijgen om de verspreiding van het virus tegen te gaan, onmiddellijk dient te worden aangenomen; dat dit op zich rechtvaardigt dat de afdeling wetgeving van de Raad van State niet wordt geraadpleegd;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 80 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 worden de woorden “5.000.000 euro” vervangen door de woorden “365.074.000 euro”.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 3.** De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41189]

**30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 30 organisant la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services ;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et, notamment, les pouvoirs locaux ;